Dynamique de l'émigration en Afrique de l'Ouest : cas du Togo, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée

Une publication de Solution Think Tank[1]

Octobre 2025

Cotonou, Benin

Auteurs : Dr Koffi Amessou ADABA (lead) (CROP), Boni Hervé ADJE (CRSA), Paul Melly (Chatham House), Mohamed Lamine SANOH (IPED).

Résumé

Cet article examine la transformation structurelle des flux migratoires en Afrique de l'Ouest à travers le prisme du Togo, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée. Il établit que la migration est un fait social total profondément ancré dans les sociétés ouest-africaines, ne se limitant pas aux contextes de crise. Bien que la majorité des mouvements demeure régionale, on observe une intensification des départs vers l'Europe et l'Amérique du Nord, façonnée par des facteurs complexes. Le moteur principal de l'émigration dans les trois pays est la recherche d'un travail rémunérateur et de meilleures opportunités économiques. Les migrants sont majoritairement de jeunes adultes, des hommes, issus de milieux urbains et souvent dotés d'un niveau d'éducation relativement élevé, alimentant la fuite des cerveaux. L'analyse met en lumière des trajectoires distinctes selon chaque pays. Un défi commun majeur est le déficit en statistiques migratoires fiables, fragmentées et dispersées dans les trois pays. De plus, les migrants empruntant des routes irrégulières sont confrontés à une vulnérabilité extrême, à l'exploitation, à la violence et à un fort endettement. Pour transformer la migration en levier de développement, l'article formule des recommandations.

Mots-clés : émigration, Togo, Cote d'Ivoire, Guinée, Afrique de l'Ouest.

[1] Solution Think Tank est un réseau de think tanks en Afrique de l'Ouest. Pour plus d'informations, consultez les informations supplémentaires jointes à la fin de cet article.

Abstract

This article examines the structural transformation of migratory flows in West Africa through the lens of Togo, Côte d'Ivoire, and Guinea. It argues that migration constitutes a "total social fact" deeply rooted in West African societies and cannot be reduced to crisis contexts alone. Although most movements remain regional, there has been an increasing trend of departures toward Europe and North America, shaped by complex and interrelated factors. The primary driver of emigration in all three countries is the search for gainful employment and better economic opportunities. Migrants are predominantly young adults, men, and urban dwellers, often with relatively high levels of education thus contributing to the ongoing brain drain. The analysis highlights distinct migratory trajectories across the three countries, yet a common major challenge persists: the lack of reliable, consistent, and harmonized migration statistics. Moreover, migrants taking irregular routes face extreme vulnerability, exploitation, violence, and heavy indebtedness. To transform migration into a genuine lever for development, the article offers a set of policy-oriented recommendations.

Keywords: Emigration, Togo, Côte d'Ivoire, Guinea, West Africa.

Introduction générale

La migration constitue un phénomène profondément ancré dans les communautés, les économies et les sociétés ouest-africaines, ne se limitant pas aux seuls contextes de catastrophes ou de conflits (Back & Badana-Egougnon, 2025). Traditionnellement caractérisée par des mouvements régionaux importants, l'Afrique de l'Ouest connaît une mutation significative de ses dynamiques migratoires. Bien que la majorité des migrants demeurent dans la région, on observe une intensification des départs vers des continents plus lointains, notamment l'Amérique du Nord et l'Europe. Ces mouvements sont façonnés par une combinaison complexe de facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels. Cet article portant sur « Dynamique de l'émigration en Afrique de l'Ouest : cas du Togo, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée », se propose d'analyser cette dynamique à travers le prisme de trois pays qui illustrent les différentes facettes de ce phénomène : le Togo, la Côte d'Ivoire et la Guinée.

Ces trois pays présentent des trajectoires migratoires contrastées, mais interdépendantes. Ils incarnent trois figures typiques des mobilités ouest-africaines : le Togo est à la fois pays d'origine, de transit et de destination ; la Côte d'Ivoire, historiquement terre d'accueil, est devenue également pays d'émigration ; et la Guinée, pays d'origine marqué par des flux migratoires massifs et souvent irréguliers vers l'Afrique et l'Europe. Leur analyse croisée permet de comprendre les logiques économiques, sociales, politiques et culturelles qui façonnent l'émigration régionale, ainsi que les nouveaux défis qu'elle pose en termes de gouvernance, de sécurité humaine et de développement.

À travers le cas de ces trois pays, des défis communs se dégagent. L'un des obstacles majeurs à une gouvernance efficace des flux réside dans le déficit en statistiques migratoires fiables, fragmentées et dispersées entre différentes structures gouvernementales, au Togo, en Côte d'Ivoire et en Guinée. De plus, les migrants, en particulier ceux empruntant les routes irrégulières (comme la Route méditerranéenne Centrale), sont confrontés à une vulnérabilité extrême, à l'exploitation, à la violence et à l'endettement (OIM, 2021 ; Bastide & Lardeux, 2025). Et ils encourent de sévères risques pendant leur voyage : pendant la seule période de janvier à juin 202, l'OIM a recensé 588 migrants noyés en traversant la Méditerranée centrale, 152 noyés en traversant l'ouest de la Méditerranée et 241 noyés en traversant l'Océan Atlantique entre l'Afrique de l'Ouest et les Îles Canaries espagnoles (OIM, September 2025)[2].

Pourtant, en dépit des risques, de nombreux nationaux de pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale continuent de choisir de tenter de trouver une nouvelle vie en Europe. De tous les individus recensés arrivant par voie irrégulière dans l'Union Européenne au cours du premier semestre de 2025, quelques 21 pour cent venaient de pays en Afrique de l'Ouest et Centrale, selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), et les cinq pays d'origine les plus importants étaient le Mali, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Et en large partie, ces tendances pour une période récente sont conformes avec les tendances de plus long terme, pour toute la période 2020 à mi-25 – où les nationaux ouest et centrafricains arrivant par voie irrégulière en plus grand nombre étaient : les Guinéens (42,551), les Maliens (39,652), les Sénégalais (37,976), les Ivoiriens (34,736), les Gambiens

[2] *(OIM, septembre 25.* Irregular Migration Routes to Europe January-June 2025; IOM September 2025

(15,754), les Camerounais (12,033), les Burkinabè (10,394), les Nigérians (8,203) et les Sierra Léonais (4,871) *(OIM, septembre 25)*[3].

D'ailleurs, l'émigration n'est pas limitée aux seuls voyages vers l'Europe. Loin de là. La migration entre pays ouest-africains est un phénomène d'envergure.

Cet article vise, donc, à examiner comment les profils, les motivations et les destinations s'articulent dans chacun des trois pays étudiés – la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo. La capacité des États à concilier la protection des droits, la valorisation des apports de la diaspora et la régulation des flux déterminera si la migration devient un levier de développement durable et inclusif pour l'Afrique de l'Ouest.

L'article se structure en trois grandes parties avec une sous-structuration identique chacune : l'émigration au Togo (A), en Côte d'Ivoire (B) et en Guinée (C).

A. Emigration au Togo

La migration est un phénomène profondément enraciné dans les communautés, les économies et les sociétés africaines, bien au-delà des contextes de catastrophes ou de conflits (Back & Badana-Egougnon, 2025). Le Togo, en particulier, est un pays d'origine, de destination et de transit pour les migrants. Les mouvements migratoires y sont façonnés par une combinaison de facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels. Bien que le discours dominant se concentre souvent sur les migrations vers des continents plus lointains, la majorité des migrants ouest-africains, y compris les Togolais, restent dans la région, malgré une augmentation des départs vers l'Amérique du Nord et l'Europe.

1. Éléments de l'émigration chez les Togolais (profil, motifs et destinations)

L'émigration représente un enjeu majeur pour le Togo. En 2019, environ un demi-million de Togolais vivaient à l'étranger, représentant 6,72 % de la population totale. Le solde migratoire du pays est structurellement négatif, ce qui signifie que le nombre de Togolais quittant le pays est supérieur à celui des étrangers s'y installant (Sangbana & Barussaud, 2020). En 2025, un

[3] *(OIM, septembre 25.* Irregular Migration Routes to Europe January-June 2025; IOM September 2025.

peu plus de la moitié (51 %) des Togolais affirme avoir pensé à quitter le Togo pour aller vivre dans un autre pays de manière durable, selon les données d'Afrobarometer. Les personnes vivant en milieu urbain (57 %), surtout dans la région de Lomé Commune (61 %), les jeunes de 18 à 35 ans (58 %) et les répondants ayant atteint le niveau d'étude post-secondaire (70 %) sont ceux qui ont le plus exprimé leur désir d'émigrer pour s'installer dans un autre pays de façon définitive.

1.1. Motifs et facteurs de l'émigration

Plusieurs facteurs concourent à l'émigration des Togolais, notamment des facteurs économiques, socio-politiques, éducatifs, des changements climatiques et l'influence des ainés migrants. La recherche d'emploi est souvent le principal motif évoqué par les Togolais qui affirment vouloir quitter leur pays. En 2020, la recherche de l'emploi était évoquée par 70,8 % des émigrants, suivie par les difficultés économiques (26 %) et la pauvreté (18 %) (Sangbana & Barussaud, 2020, p. 17). De même en 2024, selon des données d'Afrobarometer, les raisons d'ordre économique sont avancées par les Togolais qui désirent quitter leur pays. C'est toujours la recherche d'emploi qui occupe la première place des motifs évoqués (43 %) pour justifier l'émigration. Elle est suivie par les difficultés économiques rencontrées (26 %), la pauvreté (18 %) et la recherche de meilleures opportunités d'affaires (7 %). Les autres motifs ne représentent que 7 % (Back & Badana-Egougnon, 2025). Ainsi, l'étroitesse du marché de l'emploi formel, un sous-emploi élevé et des salaires bas par rapport à la moyenne régionale incitent également à l'émigration (Sangbana & Barussaud, 2020, p. 85). La dévaluation du franc CFA en 1994 aurait également été l'un des motifs structurels de l'émigration.

Les crises sociopolitiques togolaises renforcent le désir des Togolais à émigrer. Des périodes d'instabilité politique, de contestation sociale et de répression (notamment en 1990 et 2005) ont poussé de nombreux Togolais à l'exil. Un autre motif de l'émigration, bien qu'étant minoritaire chez les Togolais, est le regroupement familial[4]. La recherche de meilleures opportunités d'études à l'étranger est un moteur pour les étudiants. L'absence de stratégie nationale pour retenir les travailleurs qualifiés et le chômage des jeunes diplômés alimente la fuite des cerveaux. La migration est également perçue comme un moyen d'acquérir de nouvelles

[4] Ce motif représente 9,6 % selon Sangbana & Barussaud, (2020).

connaissances et de compétences. Parmi d'autres raisons pour justifier l'émigration, la dégradation des terres, les inondations, les sécheresses, l'élévation du niveau de la mer et l'accaparement des terres par des multinationales forcent des populations à se déplacer. Enfin, l'influence des ainés migrants est importante à soulever comme motif des migrants. Les migrants, une fois de retour au pays, exhibent les fruits de leur migration dans leur environnement social. Ce retour des ainés, vantant ainsi les avantages de leur mobilité, encourage les jeunes à émigrer.

1.2. Profil des émigrants togolais

Le profil des émigrants varie selon la destination, mais ils sont majoritairement les jeunes. Les jeunes et les adultes de moins de 35 ans sont prédominants (43 % ont moins de 25 ans, 73 % moins de 35 ans), surtout ceux vivant en milieu urbain et ayant un niveau d'études postsecondaire (Sangbana & Barussaud, 2020, p. 16 ; Back & Badana-Egougnon, 2025, p. 572). De plus, l'émigration est majoritairement masculine (environ 66 % d'hommes) même si on observe une féminisation des flux, notamment pour la migration précoce de jeunes filles placées comme domestiques et pour la traite humaine vers le Moyen-Orient par exemple (OIM, 2016). Une autre variable influente de l'émigration est le niveau d'éducation.

Ce dernier ne se présente pas de la même manière selon qu'il s'agisse de la migration régionale (Sud-Sud) ou de la migration extra-africaine (Sud-Nord). La première concerne majoritairement des ouvriers ou ouvrières qualifiées dans des secteurs comme la maçonnerie, la menuiserie, la réparation mécanique, la ferronnerie, la restauration, l'agriculture, ainsi que des artisans et des vendeurs. Ils ont souvent un niveau d'instruction plus sommaire (Sangbana & Barussaud, 2020). À rebours, la migration extra-africaine (Sud-Nord) touche davantage des professionnels de haut niveau de qualification (médecins, enseignants, ingénieurs) et des étudiants, possédant un bagage éducatif nettement supérieur. Par ailleurs, il existe de différents types de migrants. On distingue les migrants ruraux et agricoles, les artisans qualifiés, les travailleuses domestiques/vendeuses, les étudiants, les réfugiés et exilés politiques, les diplômés chômeurs de longue durée, et les travailleurs très qualifiés, comme les médecins ou ingénieurs. Quelles sont les destinations de ces émigrants ?

1.3. Destinations des émigrants togolais

Les migrants togolais ont plusieurs destinations, même s'il existe certaines destinations plus citées lors des sondages Afrobarometer. En 2024, la majorité des potentiels émigrants togolais (40 %) souhaite le plus émigrer vers les pays d'Amérique du Nord (USA, Canada, etc.). Cette région est de plus en plus prisée et attire des migrants qualifiés. Elle est donc la destination la plus souhaitée par les Togolais.

Ils sont 20 % qui souhaitent plutôt émigrer dans un pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et 10 % à vouloir aller vers un autre pays en Afrique, contre plus précisément 6 % qui désirent le Nigeria comme probable destination. Pour Sangbana et Barussaud (2020), l'Afrique de l'Ouest et Centrale est la destination principale des Togolais, accueillant 83,8 % des émigrés togolais en 2017. Les émigrants choisissent le Nigéria pour le travail professionnel dans l'agriculture, les petits métiers informels ou les chantiers de construction. Il y a aussi d'autres pays de la sous-région. Favorisé par la proximité géographique, les liens ethniques et les plantations de café-cacao, le Ghana accueille les Togolais. La Côte d'Ivoire et le Bénin constituent également les destinations des Togolais, principalement pour des métiers dans le commerce et l'artisanat informel.

Pour ce qui est de l'Europe, si, en 2017, par exemple, 11,6 % des émigrés togolais l'évoquent, ils sont 14 % qui visent l'Europe comme destination en 2024. La France constitue la première destination extra-africaine pour des raisons historiques, politiques, économiques, culturelles et surtout linguistiques. Elle attire des professionnels qualifiés et des étudiants, avec 60 % des docteurs togolais travaillant en France (Sangbana & Barussaud, 2020). Les autres pays européens, comme l'Allemagne, l'Italie, la Belgique sont également des destinations importantes.

Enfin, le Moyen-Orient n'échappe pas aux Togolais migrants. Des filières de traite humaine se sont développées vers le Liban, le Koweït et l'Arabie Saoudite, où de jeunes femmes togolaises sont victimes de travail domestique forcé et de prostitution (OIM, 2016). Quid des défis qui se posent à l'émigration togolaise ?

2. Obstacles à la mobilité transfrontalière

Les défis qui entravent la mobilité des Togolais sont variés, allant des politiques publiques aux difficultés relatives aux pratiques de circulation, de contrôle et surveillance des frontières, à la méfiance entre le gouvernement et la diaspora, entre autres. Le Togo dispose d'une politique nationale de migration bien définie. La stratégie nationale et le plan d'action en matière de migration professionnelle sont élaborés. Cependant, leur mise en œuvre concrète reste à démontrer. Deux tiers (66 %) des Togolais estiment qu'il est « difficile », voire « très difficile » pour les populations d'Afrique de l'Ouest, de traverser les frontières internationales pour travailler ou faire du commerce, malgré les protocoles de libre circulation de la CEDEAO. La porosité des frontières, le manque d'outils pour identifier les faux documents, la méconnaissance des pistes irrégulières par les agents et les difficultés d'enregistrement des riverains facilitent l'immigration irrégulière malgré l'existence des textes de loi. La loi sur la police des étrangers manque de clarté sur les motifs de refus d'entrée ou d'expulsion. Les procédures de visa et de permis de travail ne sont pas toujours clairement définies. En 2001, Le Togo a pu ratifier la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Les migrants font face à d'autres défis liés aux couts de transfert de fonds. Les frais élevés imposés par les banques et opérateurs de transfert (7 à 20 % des montants) découragent les envois formels, poussant les migrants vers des réseaux informels plus risqués. Pour ailleurs, il existe une méfiance entre les institutions togolaises (notamment les ambassades) et les organisations de la diaspora, surtout celles composées de Togolais partis pour des raisons politiques. Cela entrave une collaboration efficace entre le gouvernement et sa diaspora. De plus, la rareté et la fiabilité limitée des données statistiques sur les migrations (internes et internationales, régulières et irrégulières, par sexe, âge, qualification) constituent un obstacle majeur à la formulation de politiques et programmes adaptés. Ce qui entraine des effets divers de l'émigration sur le Togo.

3. Conséquences de l'émigration.

L'émigration a des conséquences négatives et positives pour le Togo. En matière d'implications négatives, on peut noter la fuite des cerveaux et la perte de capital humain, le dépeuplement et le vieillissement dans les milieux ruraux en particulier. La vulnérabilité des migrants et leur exploitation engendrant d'autres maux connexes. L'émigration de médecins, ingénieurs et autres professionnels qualifiés (jusqu'à 40 %, des médecins formés au Togo travaillent à

l'étranger) représente une perte significative de compétences pour le pays, affectant des secteurs clés comme la santé. Cela peut dégrader les conditions de vie des populations togolaises. L'exode des jeunes des zones rurales vers les villes où l'étranger entraîne un dépeuplement des villages, un vieillissement de la population rurale et une accentuation de la pauvreté. Les jeunes, les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables à la traite humaine et à l'exploitation dans des secteurs, tels que le travail domestique, l'agriculture, le commerce du sexe. Les migrants peuvent être victimes d'escroquerie, d'exploitation économique, de maltraitance, de violences sexuelles et corporelles, avec des conditions de vie souvent inhumaines. Ainsi, la complexité des itinéraires et les conditions de vie précaires augmentent la vulnérabilité des migrants aux maladies (IST, VIH, paludisme, choléra) et aux troubles psychosomatiques, souvent sans accès à une couverture santé adéquate. Enfin, le manque d'emplois décents pour les migrants peut entraîner une augmentation des fléaux sociaux, comme le banditisme, la prostitution et la délinquance pour les pays de destination, mais l'émigration produit des fruits capitalisables de part et d'autre. Les envois de fonds de la diaspora sont un moteur économique important crucial,). Sur la période 2010 à 2019, cette évolution globale des montants transférés est passée de 337 millions de dollars à 510 millions de dollars soit une progression de 51%. Et le Togo était le pays qui recevait plus d'envois de fonds de migrants rapportés au PIB et s ' établit à 8,8% à cette période (Mawuena et al., 2022).

Ces fonds soutiennent l'équilibre économique des familles, financent l'immobilier, la consommation courante, l'éducation et la santé. La diaspora togolaise est considérée comme l'une des plus généreuses d'Afrique. La migration peut renforcer le capital humain du Togo par la formation et le développement des capacités. Les compétences techniques des travailleurs togolais sont reconnues dans les pays voisins, comme le Bénin, le Ghana, le Mali, etc. En effet, les travailleurs togolais comblent des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans certains pays voisins, notamment dans la construction et certains services. Plus de la moitié des Togolais (55 %) pense que l'immigration est positive pour l'économie du pays, et ils se montrent globalement tolérants envers les immigrés et réfugiés (69 % et 64 % respectivement) (Back & Badana-Egougnon, 2025). De plus, la diaspora crée des liens et des réseaux sociaux qui facilitent la transmission d'informations, de compétences, de ressources financières et de valeurs, contribuant à des projets de développement communautaire. Dans tous les cas, la migration reste un fait inhérent à la nature humaine.

4. Conclusion

En définitive, l'émigration togolaise ne peut être réduite ni à une « fuite » ni à une « opportunité ». Elle constitue un fait social total qui affecte et traverse l'ensemble des sphères économiques, sociales et culturelles. La capacité de l'État et de ses partenaires à concilier la protection des droits, la valorisation des apports de la diaspora et la régulation des flux migratoires déterminera si la migration sera un facteur aggravant de vulnérabilités ou, au contraire, un levier de développement durable et inclusif. La réflexion à venir devrait donc porter non seulement sur les conditions de départ et de retour, mais aussi sur l'intégration de la mobilité dans une vision de développement national et régional, afin que la migration, loin d'être perçue comme une menace, devienne une véritable ressource stratégique pour le Togo et pour l'Afrique de l'Ouest.

B. Emigration en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, historiquement reconnue comme un pays d'accueil majeur pour les populations migrantes d'Afrique de l'Ouest détient le pourcentage le plus élevé de population étrangère du continent (Bouquet, 2017 ; Serhan & Coulibaly, 2025). Elle a connu une mutation significative de ses dynamiques migratoires. Bien que demeurant un pays de destination et de transit, elle est de plus en plus identifiée comme un pays d'origine pour ses propres citoyens, notamment les jeunes (Bouquet, 2017, p.171). Le phénomène d'émigration, bien que relativement récent, montre une courbe tendant à inverser le sens du solde migratoire (ANStat, 2025). Selon les estimations de l'ONU DAES, le nombre total d'émigrés ayant quitté le pays s'élevait à 1,1 million en 2019 (OIM/GMDAC, 2020). En s'appuyant sur les données récentes du Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2021), les profilages de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM, 2021) et les données d'Afrobarometer, une analyse des éléments constitutifs de cette émigration, ses destinations et les défis qui en découlent sont faits.

1. Éléments de l'émigration chez les Ivoiriens (profil, motifs et destinations)

La mobilité internationale des Ivoiriens s'est intensifiée. Elle traduise à la fois des aspirations individuelles d'amélioration des conditions de vie et des contraintes structurelles liées au marché de l'emploi, à la gouvernance ou encore aux inégalités territoriales. Comprendre les ressorts de cette émigration implique d'en examiner les principaux motifs, les profils sociologiques des migrants ainsi que les destinations privilégiées. Il s'agit d'analyser les déterminants de l'émigration ivoirienne, les caractéristiques des personnes qui quittent le pays et les espaces d'accueil les plus fréquents, afin de mieux saisir la logique et la diversité de l'émigration ivoirienne.

1.1 Motifs et facteurs de l'émigration chez les Ivoiriens

L'émigration ivoirienne est principalement motivée par la recherche d'opportunités économiques et de stabilité sociale. La quête de meilleures conditions de vie et d'emploi est le moteur essentiel du départ des Ivoiriens de leur pays (OIM, 2021, p. 25). Selon le RGPH 2021, la recherche d'emploi a été le motif principal d'émigration entre 2016 et 2021, représentant 31,0 % des départs (ANStat, 2025). Il en est de même pour les données du dixième tour d'étude d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire. La recherche d'emploi ou de meilleures opportunités de travail demeure le motif évoqué par la majorité des candidats à l'émigration en Côte d'Ivoire.

Pour les migrants de retour assistés par l'OIM entre 2017 et 2020, 89 % d'entre eux ont déclaré que leur motivation principale pour entreprendre le voyage était la recherche d'un travail et de meilleures conditions économiques (OIM, 2021, p. 13). Ces migrants occupaient souvent un emploi avant de partir, mais celui-ci était généralement dans le secteur informel avec un revenu mensuel modeste. D'autres motifs expliquent l'émigration en Côte d'Ivoire.

Le regroupement familial est un motif majeur parmi les causes de l'émigration ivoirienne. Il représentant 30,1 % des départs entre 2016 et 2021, et devenant même la raison prédominante pour les départs féminins (40,2 %) sur cette période (ANStat, 2025). Le regroupement familial est le motif prédominant chez les femmes émigrées (40,2 % sur 2016-2021). On retrouve également les études comme motif significatif de l'émigration. Elles constituent une part de 20,5 % de l'émigration entre 2016 et 2021. Cependant, certains jeunes partent aussi par désir d'aventure ou de chance, cherchant à s'ériger en « cosmo citoyen » (Mankou, 2021, p. 231). Selon les données d'Afrobarometer du 10ème tour, près de quatre Ivoiriens sur dix (39 %)

déclarent quitter la Côte d'Ivoire et de façon définitive pour aller s'installer dans d'autres pays. Quel est le profil alors de ceux qui émigrent en Côte d'Ivoire ?

1.2 Profil des émigrants ivoiriens

En Côte d'Ivoire, le profil type des émigrants est caractérisé par sa jeunesse et son origine urbaine, avec une forte représentation masculine dans les flux de migration irrégulière (OIM, 2021, p. 25). L'âge et le sexe sont importants pour analyser le profil des émigrants. L'émigration est majoritairement juvénile, avec 63 % des émigrés entre 2016 et 2021 appartenant à la tranche d'âge de 15 à 35 ans. Les hommes sont surreprésentés dans les flux d'émigration, avec un rapport de masculinité (RM) de 156 pour 100 femmes pour les départs entre 2016 et 2021 (ANStat, 2025). Les hommes migrants irréguliers de retour sont généralement plus jeunes (18 à 30 ans), tandis que les femmes sont concentrées entre 25 et 40 ans (OIM, 2021, p. 9). Le niveau d'éducation et l'origine géographique influences la décision d'émigrer. L'origine géographique est principalement urbaine. Abidjan est la ville la plus souvent citée comme lieu de résidence habituelle avant le départ (66 % des migrants de retour). Le niveau d'éducation des migrants ivoiriens de retour est relativement élevé : 45 % des personnes interviewées avaient un niveau d'éducation au moins égal au secondaire (OIM, 2021, p. 10).

2. Destinations des émigrants ivoiriens

Les destinations des émigrants ivoiriens sont variées, allant des pays limitrophes africains aux pôles mondiaux du Nord, souvent via des routes migratoires dangereuses. Historiquement, les populations ouest-africaines (notamment Haalpulaaren) se sont déplacées vers Dakar et vers le « pays de cocagne » ivoirien. Aujourd'hui, l'émigration ivoirienne récente est largement dirigée vers la CEDEAO. Le Burkina Faso est la destination la plus courante pour les émigrés ivoiriens, accueillant 30,5 % des départs entre 2016 et 2021. Le Mali se place en deuxième position au sein de la CEDEAO (ANStat, 2025).

Par rapport aux destinations extra-africaines et aux routes irrégulières, l'Europe est la principale destination non africaine, concentrant 25,4 % des émigrés entre 2016 et 2021. Quant aux données d'Afrobarometer du 10ème tour, l'Europe et l'Amérique du Nord sont les principales

destinations extra-africaines des émigrés ivoiriens. Les itinéraires irréguliers vers l'Europe impliquent souvent le transit par le Maghreb (Maroc, Tunisie, Libye). La Route méditerranéenne Centrale (RMC) est l'une des voies les plus empruntées et les plus dangereuses. Entre 2017 et 2020, les principaux pays de départ pour les migrants ivoiriens bénéficiant d'un retour volontaire assisté (AVR) étaient le Niger (33 %), la Libye (29 %), le Maroc (14 %) et la Tunisie (11 %). Les migrants irréguliers recourent largement aux passeurs pour la voie terrestre (75 % des interviewés ayant emprunté cette voie) (OIM, 2021).

3. Obstacles à la mobilité transfrontalière en Côte d'Ivoire

Les obstacles à la mobilité sont de nature double : les risques inhérents aux parcours migratoires eux-mêmes et les défis systémiques liés à la gouvernance nationale des données migratoires. Les migrants, surtout sur la RMC, s'exposent à des risques élevés d'exploitation, de violence et d'abus. Plus de 80 % des migrants de retour interrogés par l'OIM (2021) ont été confrontés à l'abus, à la violence ou à l'exploitation.

L'endettement est une autre conséquence fréquente chez les migrants. Près de huit migrants sur dix (77 %) enquêtés s'étaient endettés pour financer leur voyage. Le voyage même demeure source d'une grande incertitude et de risques multiples (Bastide & Lardeux, 2025). Dans ce sens, plusieurs défis se posent en termes de données et de gouvernance migratoire.

La Côte d'Ivoire, bien que signataire du Pacte Mondial pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières (PMM), est confrontée à des problèmes de fragmentation, d'incomplétude et de dispersion des données migratoires. Il existe un manque de coordination entre les acteurs nationaux impliqués dans la collecte et la gestion des données. Malgré l'attribution du rôle de coordination à l'Institut National de la Statistique (INS) par la Loi No. 537 de 2013, un décret d'application est nécessaire pour clarifier et diffuser ce rôle (OIM/GMDAC, 2020). L'équipement technique est à améliorer, car certains registres de données administratives sont encore tenus sur papier, ce qui nuit à la qualité, au partage et à l'analyse des données. Quoi qu'il en soit, l'émigration présente non seulement des conséquences néfastes, mais également des impacts positifs pour les différents acteurs.

4. Conséquences de l'émigration en Côte d'Ivoire

L'émigration, en particulier celle des jeunes, a des répercussions importantes, posant des défis de développement et d'intégration. L'émigration juvénile est souvent perçue comme un frein au développement socio-économique du continent, car elle prive l'Afrique de ses futurs acteurs de l'émergence. Les impacts négatifs sont sociodémographiques. La perte de jeunes actifs est considérée comme un frein au développement de l'Afrique (Mankou, 2021). L'émigration, bien que majoritairement masculine, affecte le statut des femmes restées au pays (Antoine & Sow,2000 ; Ba, 1996). L'émigration féminine, souvent moins reconnue et stigmatisée comme relevant de la prostitution si la femme s'installe seule (Ba, 1996), soulève des questions spécifiques de genre et d'insertion. Les migrants de retour, souvent après des expériences traumatisantes, nécessitent des programmes de réintégration durable incluant un soutien psychosocial et économique (OIM , 2021). Malgré ces aspects négatifs, l'émigration présente des opportunités diverses.

La migration internationale en particulier, est une source d'opportunités. Les migrants servent de ponts entre leur pays d'origine et leur pays d'accueil, notamment par l'envoi de fonds et le développement de structures d'aide dans la localité d'origine (Mankou, 2021). Dans le contexte sénégalais, par exemple, il a été observé que la dynamique associative générée par les migrants prend du temps à se formaliser. Mais lorsque ces structures se mettent en place, elles peuvent financer des équipements collectifs importants (mosquées, forages, dispensaires) dans les villages d'origine. Ces leaders associatifs sont souvent des migrants ayant multiplié les expériences migratoires au Sud comme au Nord.

5. Conclusion

L'émigration ivoirienne s'affirme comme un phénomène contemporain structurant, alimenté par la jeunesse urbaine en quête d'emploi et de meilleures conditions de vie. Ces flux, bien que dirigés principalement vers la CEDEAO, empruntent aussi les routes risquées vers l'Europe, impliquant un fort endettement et une exposition à la violence. Pour maîtriser ce phénomène, la Côte d'Ivoire doit à la fois améliorer de manière significative son système de gouvernance des données migratoires et mettre en œuvre des politiques d'emploi et d'intégration socio-économique pour les jeunes.

C. Emigration en Guinée

La Guinée est historiquement impliquée dans les dynamiques migratoires qui servent à la fois de pays d'origine, de transit et d'accueil de populations. Bien qu'elle dispose de ressources naturelles considérables (minerais, potentiel agricole), elle est marquée par une instabilité politique historique et une pauvreté endémique qui ont structuré l'émigration. L'émigration guinéenne est un phénomène ancien et multiforme, largement intégré dans l'espace régional ouest-africain. Les données du Troisième Recensement général de la Population et de l'Habitation (RGPH3) de 2014 indiquent que les migrants internationaux représentaient 1,5 % de la population totale. Cependant, malgré l'importance structurelle de ces mouvements, le pays fait face à un paradoxe guinéen où l'insuffisance du développement et la quête d'opportunités poussent les jeunes à l'exil. Un enjeu majeur pour la gouvernance migratoire en Guinée réside dans le déficit en statistiques migratoires fiables, actualisées et désagrégées, qui sont souvent incomplètes, fragmentées et dispersées entre différentes structures gouvernementales. En dépit de ce défi statistique, la Guinée a approuvé une Politique Nationale de Migration (PNM) en 2020, signalant un engagement envers l'amélioration de la gestion des flux migratoires (OIM, 2022).

1. Éléments de l'émigration chez les Guinéens (Motifs, profil et destinations)

L'émigration guinéenne se caractérise par des facteurs socio-économiques profonds et un profil démographique spécifique, s'articulant autour de destinations régionales privilégiées et de routes irrégulières dangereuses vers l'Europe. Elle est fortement influencée par des facteurs socio-économiques et politiques, et se caractérise par des mouvements majoritairement régionaux, bien que les flux vers l'Europe soient symptomatiques d'une crise sociale profonde (Petit et Balde, 2017).

1.1 Motifs et facteurs de l'émigration chez les Guinéens

Les raisons qui motivent l'émigration sont multiples, souvent classées selon l'effet « push-pull » (facteurs de répulsion et d'attraction). La raison principale du départ est la recherche d'un travail rémunérateur (motivée par 56,2 % des émigrants internationaux). Selon les données de

Afrobarometer (2024), « la pauvreté/l'indigence » est la première raison évoquée par les Guinéens (41%) pour quitter leur pays et vivre ailleurs pour une durée relativement longue. Ensuite, s'en suivent les raisons telles que la recherche de l'emploi (24%), les difficultés économiques (21%), les meilleures opportunités d'emplois (4%) et pour poursuivre les études (3%). Le faible développement, la répartition inégale des richesses, le chômage endémique, et le sous-emploi sont des facteurs déterminants. La jeunesse perçoit l'émigration comme la seule voie pour accéder à un statut social reconnu et valorisé, face à une vie « sans espoir ni confort ». L'échec des politiques de développement successives et la faiblesse du système éducatif guinéen, incapable de former adéquatement les jeunes et d'offrir des opportunités, contribuent fortement à l'émigration. L'éducation ou les études représentent 15,6 % des motifs d'émigration internationale. Les problèmes politiques rencontrés par la Guinée à partir de 2007 sont aussi identifiés comme une raison ayant poussé une partie de la population à l'émigration. Cette instabilité se reflète dans les chiffres de l'émigration (INS, 2014). D'autres facteurs démographiques et sociaux s'ajoutent à ces raisons. Le regroupement familial ou le mariage constitue 13,5 % des motifs d'émigration internationale, bien que ce motif soit prédominant chez les femmes (50,3 % des femmes émigrantes).

1.2 Profil des émigrants guinéens

Le profil de l'émigrant international guinéen est fortement caractérisé par la jeunesse et le sexe masculin, bien que la migration féminine soit significative. Selon les données des Nations Unies citées par Statbase, le nombre d'émigrants originaires de Guinée à la mi-2024 s'élevait à 508 203, soit 7,35 % de plus qu'en 2020. Ce nombre a été multiplié par 1,52 de 1990 à 2024. Le dernier RGPH 2014 de la Guinée montrait que la migration internationale concernait majoritairement les jeunes, avec l'essentiel des mouvements se situant entre 15 et 34 ans, et particulièrement les groupes d'âge 20-24 ans et 25-29 ans (environ 13 % chacun). Globalement, les hommes se déplaçaient plus que les femmes, surtout pour des raisons professionnelles (67,2 % des hommes). En 2013, 75,72 % des émigrants étaient des hommes contre 24,28 % de femmes. Cependant, la proportion de femmes émigrantes avait connu une augmentation relative, passant de 20,78 % en 2012 à 24,28 % en 2013. Les migrants internationaux tendaient à être plus riches que les non-migrants. Près de 48,9 % des migrants internationaux étaient classés comme « très riches », contre 22,2 % des non-migrants. Cela s'explique par le fait que

l'émigration, surtout irrégulière, coûte cher, obligeant souvent les jeunes à s'endetter. Malgré l'émigration d'une main-d'œuvre peu qualifiée, la migration touche aussi des personnes ayant des niveaux d'instruction plus élevés, comme en témoigne la forte proportion d'étudiants parmi les migrants.

Les Guinéens sont fortement représentés dans les flux d'immigration irrégulière vers l'Union européenne. Ils figurent souvent parmi la première ou la seconde nationalité la plus fréquente dans les dispositifs d'accueil des Mineurs Non Accompagnés (MNA) en France (Petit et Balde, 2017). En 2024, la Guinée faisait partie des dix nationalités les plus représentatives en Europe[5]. En 2023, elle en était la deuxième derrière la Syrie. L'expérience de la migration, surtout pour ceux qui sont sans papiers, est qualifiée de « douloureuse » (Pondi cité par Mankou, 2021).

1.3. Destinations des émigrants guinéens

L'émigration guinéenne est principalement orientée vers l'Afrique de l'Ouest, mais les routes vers l'Europe, souvent irrégulières et dangereuses, concentrent l'attention. L'essentiel des destinations reste intra-africain. Trois quarts des migrations internationales des Guinéens se déroulent dans l'espace régional de l'Afrique de l'Ouest. Les principales destinations étaient la Côte d'Ivoire (94 980 en 2015), la Sierra Leone (68 467), et le Sénégal (49 780). La Côte d'Ivoire et le Sénégal étaient également les destinations les plus privilégiées des émigrants (2007-guinnéens (Institut National de la Statistique INS, 2017). Quant à l'émigration extra-africaine, la France était la cinquième destination (30 209 en 2015), suivie par les États-Unis (Petit et Balde, 2017). En 2024, les destinations les plus probables pour les Guinéens sont l'Amérique du Nord (Etats-Unis d'Amérique ou Canada) (32%), l'Europe (28%), la Côte d'Ivoire (13%), un autre pays de la sous-région (13%) et quelque part d'autre en Afrique.

Les Guinéens empruntent activement les routes migratoires dangereuses vers l'Europe, notamment l'Axe Central Méditerranéen (via l'Italie) et la Route méditerranéenne Occidentale (via l'Espagne). Le Mali est un pays de transit stratégique vers le Maghreb. Les migrants se montrent préoccupés par la dangerosité croissante des frontières maritimes et continentales européennes. En conséquence, des territoires comme la Guyane française, en raison de sa frontière terrestre avec le Brésil, sont perçus comme une nouvelle terre de refuge et une porte

d’entrée dans l’UE, car jugée moins létale malgré l’existence d’un droit d’asile singulier et durci (Flaux, 2025).

2. Obstacles à la mobilité transfrontalière en Guinée

Les défis liés à la mobilité transfrontalière et la gestion des flux en Guinée sont de nature sécuritaire, administrative et politique. Ainsi, les principaux obstacles ne sont pas seulement physiques, mais résident dans la gestion des risques et la faiblesse institutionnelle en matière de données. Les migrants irréguliers font face à des dangers physiques et psychologiques constants (Lotto, 2021). Les jeunes sont souvent victimes de violences et de pillages sur les routes (Mankou, 2021). Les émigrants irréguliers font face à l'insécurité, à des violences, à l'extorsion financière, à la malnutrition et sont exploités par des réseaux, y compris des groupes extrémistes. Pour les mineurs non accompagnés, le parcours est particulièrement « douloureux » . Les pays de transit (Algérie, Libye, Maroc) pratiquent des détentions et des rapatriements forcés ou volontaires, souvent sans respect des procédures régulières.

3. Conséquences de l'émigration en Guinée

L'émigration a des conséquences complexes sur la Guinée, qui peuvent être à la fois bénéfiques (en termes économiques) et négatives (en termes de capital humain). L'émigration clandestine, en particulier celle de la jeunesse, est considérée par certains observateurs comme un frein au développement, car elle prive le continent de ses acteurs d'émergence. L'émigration juvénile, particulièrement clandestine, est considérée comme un frein au développement, car elle prive le continent de ses acteurs d'émergence (Mankou, 2021). L'exil s'accompagne de désillusions et de rêves brisés (Diallo, 2024). La migration, surtout irrégulière, est le symptôme de l'échec des politiques de développement et du désespoir social. Toutefois, l'émigration est une stratégie de survie face à la dégradation des économies locales. La Guinée s'efforce de mobiliser sa diaspora, notamment à travers le Haut Conseil des Guinéens de l'Étranger (créé en 2018) pour promouvoir l'investissement et le codéveloppement. Les migrants sont des acteurs incontournables. Les transferts de fonds sont une source économique importante (les transferts de fonds reçus sont estimés à USD 108,1 millions en 20176). Ces fonds sont principalement alloués aux dépenses de consommation, aux soins de santé et à l'éducation. Des programmes

[6] Page de garde - transferts

existent pour la réintégration des rapatriés (volontaires ou forcés), souvent en partenariat avec l'OIM et l'UE (par exemple, le programme INTEGRA). Les régions de Labé, Mamou, Faranah et N'Zérékoré enregistrent les taux de retour les plus importants par rapport au niveau national (Institut National de la Statistique, 2017).

4. Conclusion

L'analyse des dynamiques migratoires en Guinée révèle un pays au cœur d'un processus de mobilité intense, principalement intra-africain, mais dont les flux irréguliers vers l'Europe, largement médiatisés, mettent en lumière l'urgence de la situation socio-économique. La migration est structurelle, fortement juvénile, et motivée par le manque d'opportunités (travail, études) et la pauvreté persistante. Le défi majeur reste la transformation du désespoir juvénile en opportunités locales. Pour cela, la Guinée doit impérativement améliorer la gestion des données migratoires (coordination, désagrégation, harmonisation des concepts), conformément au Pacte Mondial pour les Migrations (PMM) et à sa Politique Nationale de Migration (PNM). Les sources gouvernementales (OIM, Institut National de la Statistique) mettent l'accent sur les besoins en capacités techniques et statistiques (développement de l'infrastructure numérique, formation d'experts, clarification des définitions). Les sources universitaires et analytiques (Petit & Balde, 2017 ; Mankou, 2021) soulignent la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du départ : la mauvaise gouvernance, le déficit de services sociaux de base (eau, santé, éducation) et l'investissement sur la jeunesse (formation professionnelle, entrepreneuriat). Elles insistent également sur la nécessité de voir la migration comme une chance pour le développement, notamment via l'engagement de la diaspora. Les politiques publiques doivent être réorientées du « tout-sécuritaire » vers une approche axée sur le développement pour minimiser les tensions et reconnaître la valeur des migrants.

Conclusion générale

Cet article portant sur les dynamiques migratoires au Togo, en Côte d'Ivoire et en Guinée, confirme que l'émigration en Afrique de l'Ouest n'est ni une simple « fuite » ni une menace isolée, mais un fait social total structurel qui traverse et affecte l'ensemble des sphères économiques et sociales. L'analyse croisée de ces trois pays révèle des axes communs forts,

tout en faisant apparaître des spécificités nationales déterminantes. Le moteur principal de l'émigration dans les trois pays est la recherche d'un travail rémunérateur et de meilleures opportunités de vie. Au Togo, la recherche d'emploi est le premier motif évoqué, une tendance similaire en Côte d'Ivoire, et en Guinée. Cette quête est symptomatique du chômage endémique, du sous-emploi, et, dans le cas guinéen notamment, de l'échec des politiques de développement. Les migrants dans les trois pays sont majoritairement composés de jeunes adultes et d'hommes, particulièrement dans les parcours irréguliers. L'émigration est juvénile : les 15-35 ans représentent 63 % des émigrés en Côte d'Ivoire et se situent dans la tranche la plus active en Guinée et au Togo. L'origine est souvent urbaine (Abidjan, Lomé), et le niveau d'éducation des migrants est relativement élevé (post-secondaire/secondaire), alimentant la fuite des cerveaux. De plus, malgré la médiatisation des départs vers l'Europe, l'essentiel de la mobilité reste intra-régionale et intra-africaine. Néanmoins, les flux vers l'Amérique du Nord et l'Europe s'intensifient, souvent via des itinéraires irréguliers extrêmement dangereux, comme la Route méditerranéenne Centrale. Les migrants sur ces routes sont exposés à l'exploitation, à la violence, et à un fort endettement. Bien que ces pays partagent des défis structurels, ils se distinguent par leur rôle migratoire historique et leurs dynamiques de flux. D'une part, le Togo est caractérisé par un solde migratoire structurellement négatif. Il présente une forte aspiration vers l'Amérique du Nord, indiquant une émigration extra-africaine hautement qualifiée. D'autre part ; la Côte d'Ivoire qui est historiquement un pays d'accueil, est en pleine transition vers un pays d'origine, tendant à inverser son solde migratoire. La dimension familiale est particulièrement prononcée, le regroupement familial étant le motif prédominant pour les femmes émigrées. Enfin, l'émigration est le symptôme d'une crise sociale profonde et de l'insuffisance du développement en Guinée. La jeunesse perçoit l'émigration comme l'unique voie vers un statut social. Les Guinéens sont fortement représentés dans les flux irréguliers vers l'Union européenne, notamment parmi les Mineurs Non Accompagnés.

Perspectives et Recommandations

Pour que l'émigration devienne un levier de développement inclusif et durable, et non un facteur aggravant de vulnérabilité, une action concertée s'impose sur plusieurs fronts. Le déficit en statistiques migratoires fiables, actualisées et désagrégées constitue un obstacle majeur pour les trois pays. Il est impératif d'harmoniser les concepts, d'améliorer l'infrastructure numérique

et de former des experts statistiques. La Côte d'Ivoire, par exemple, doit clarifier le rôle de l'Institut National de la Statistique dans la coordination des données via un décret d'application. Les États doivent mettre en œuvre les stratégies nationales et les engagements pris dans le cadre du Pacte Mondial pour des Migrations Sûres, Ordonnées et Régulières (PMM). Les politiques publiques ne doivent pas se limiter au « tout-sécuritaire », mais s'attaquer résolument aux facteurs de répulsion (pauvreté, manque d'opportunités). Il est crucial d'investir dans la jeunesse par des politiques de formation professionnelle, d'entrepreneuriat et de création d'emplois décents pour endiguer le désespoir social qui motive l'exil. L'État doit s'assurer de la protection des droits des migrants et de leur vulnérabilité face à l'exploitation et à la traite humaine. Parallèlement, il est essentiel de valoriser et de mobiliser les apports de la diaspora. Les transferts de fonds sont un moteur économique crucial, et la diaspora agit comme un pont pour le développement (financement d'équipements collectifs), à condition de surmonter la méfiance existante entre les institutions gouvernementales et les organisations de la diaspora (notamment au Togo). En définitive, l'intégration de la mobilité dans une vision de développement nationale et régionale est la clé pour que la migration, loin d'être perçue comme une menace, devienne une véritable ressource stratégique pour le Togo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, et pour l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble.

Références bibliographiques

1. Antoine, P., & Sow, O. (2000). Rapports de genre et dynamiques migratoires : le cas de l'Afrique de l'Ouest. In M. Bozon & T. Locoh (Eds.), *Rapports de genre et questions de population* (pp. 143–160). INED.
2. Irregular Migration Routes to Europe, January-June 2025; IOM, September 2025.
3. Ba, O. C. (1996). *Dynamiques migratoires et changements sociaux au sein des relations de genre et des rapports Jeunes/vieux des originaires de la moyenne vallée du Fleuve*. Thèse de Doctorat de troisième cycle, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Département d'anthropologie.
4. Back, L., & Badana-Egougnon, I. (2025). Plus de la moitié des Togolais envisagent de quitter le pays à la recherche de meilleures opportunités (Dépêche n° AD973). Afrobarometer.
5. Bastide, L., & Lardeux, L. (2025). Éditorial : Sur les routes de la migration : circulations, risque et gestion de l'incertitude. *Revue européenne des migrations internationales*, *41*(1), 7-14.
6. Bouquet, C. (2017). Sur l'immigration irrégulière ivoirienne. *Outre-Terre*, *4*(53), 171–173. https://doi.org/10.3917/oute1.053.0171
7. Diallo, A. (2024). *À moi, vivant invisible*. Poitiers : Migrinter.
8. Flaux, F. (2025). La Guyane française, nouvelle terre d'accueil ? Les effets d'un droit d'asile singulier sur la reconfiguration des routes de l'exil. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, *41*(1), 15-34.
9. Institut National de la Statistique (2017). Troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-3) : Rapport d'analyse des données sur la migration et l'urbanisation. https://www.stat-guinee.org/images/Documents/Publications/INS/rapports_enquetes/RGPH3/RGPH3_migration.pdfInternational Organization for Migration (IOM). (2022). *Migration Governance Indicators Profile 2022 – Republic of Guinea*. IOM, Geneva.
10. Lotto, M. (2021). « Villes accueillantes ? La solidarité des diasporas africaines à l'égard des migrants de transit ». *Études de la Chaire Diasporas Africaines*, 1, 1-28.
11. Mankou, B. A. (2021). *La migration des jeunes africains vers l'Europe : chance ou frein du développement de l'Afrique* ? hal-03139435
12. OIM Côte d'Ivoire. (2021). *Rapport de profilage des migrants ivoiriens 2017–2020*. Organisation internationale pour les Migrations (OIM).
13. OIM/GMDAC. (2020). *Rapport d'évaluation sur les données relatives à la migration en Côte d'Ivoire*. Organisation internationale pour les Migrations (OIM).

14. Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2016). Migration au Togo : Profil national 2015.
15. Organisation internationale pour les Migrations (OIM). (s.d.). *Rapport d'évaluation sur les données relatives à la migration en Guinée*.
16. Petit, V. & Balde, A. (2017). Les migrations des Guinéens vers l'Union européenne : marginalité statistique vs. impact social. *Outre-Terre*, *4*(53), 96-113. ANStat.
17. Recensement général de la Population et de l'Habitat (RGPH). (2025). *Rapport Thématique, Tome 2 : Migration*. Agence Nationale de la Statistique (ANStat).
18. Sangbana, B. M., & Barussaud, S. (2020). Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration au Togo : Étude de pays. Bureau international du Travail, Service des compétences et de l'employabilité, Département des politiques de l'emploi.
19. Serhan, N., & Coulibaly, W. (2025). Immigration et cohésion sociale en Côte d'Ivoire. *Revue Archives Internationales – CCA Congo*, *1*(2), 449–473.
20. Mawuena, K. Okey M. K. N., Pelenguei E., Kafando B. (2022). Impact des transferts de fonds des migrants sur les dépenses de santé des ménages récipiendaires au Togo, *Revue Internationale des Économistes de Langue Française*·

Sur l'éditeur :

Solution think tank

Le réseau de think tanks francophones en Afrique de l'Ouest - @solutiontt - #solutionthinktank

L'idée qui sous-tend solution think tank est de donner aux excellents think tanks francophones une voix plus forte au-delà des frontières nationales et des barrières linguistiques. L'Afrique de l'Ouest, en particulier, manque de plates-formes de coopération dans le domaine de la recherche orientée vers des solutions. Nous sommes fermement convaincus que l'expertise des think tanks ouest-africains doit et peut contribuer à un discours plus global et orienté vers des solutions sur les défis nationaux, régionaux et mondiaux dans les domaines politiques, sociaux, économiques et du développement.

Membres de Solution Think Tank en 2025 :

- CADERT (Togo)
- CAPES (Burkina Faso)
- CIRES (Côte d'Ivoire)
- CRPA (Côte d'Ivoire)
- CROP (Togo)
- Chatham House (Royaume-Uni)
- CRSA (Côte d'Ivoire)
- IPED (Guinée)
- Konrad-Adenauer-Stiftung (Afrique de l'Ouest)
- Social Watch (Bénin)
- Stat View International (Guinée)
- WATHI (Sénégal)